



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sans paix, pas de progrès social

Il y a 75 ans se terminait la Seconde guerre mondiale. Après l'horreur des camps d'extermination et l'explosion des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, le monde voulait jeter les bases d'un monde de paix et de progrès social, en créant l'Organisation des Nations Unies au moment où la France, elle, jetait les bases de cette avancée considérable qu'est la Sécurité sociale.

Pour la CGT qui a toujours œuvré pour la paix et le progrès social, la concomitance de ces dates est porteuse de sens. Le progrès social ne peut avoir lieu que dans un monde en paix où l'avenir de chacun est sécurisé.

Les guerres se multiplient avec leurs lots de massacres, de misères, de populations poussées à l'exode. La France n'est pas neutre, elle demeure un des leaders du commerce mondial des armes au nom d'intérêts économiques et financiers. Contre tous les traités de désarmement existant, le développement ou la sophistication de l'armement nucléaire se poursuit. C'est ainsi que le monde devient instable et la France y contribue.

Mais, la France pourrait utilement agir autrement en faveur de la paix et la prévention durable des conflits. Cela nécessite d'œuvrer pour le désarmement notamment nucléaire, d'endiguer le commerce des armes, de sortir des logiques interventionnistes à des fins économiques et financières, de ne plus soutenir des pays qui sèment la guerre, financent le terrorisme. Cela exige de redonner à l'ONU tout son sens pour la justice sociale et environnementale pour tous.

La Sécurité sociale est née de cette culture de paix, pour éloigner la peur du lendemain qui avait si longtemps accompagné les travailleurs et leurs familles. « Mettre définitivement l'homme à l'abri du besoin, en finir avec la souffrance et les angoisses du lendemain... La Sécurité sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement investie pour le bien-être de nos citoyens. Faire appel au budget des contribuables pour la financer serait subordonner l'efficacité de la politique sociale à des considérations purement financières. Ce que nous refusons. »

Même malmenée, combattue depuis ses origines par la classe du capital, elle constitue toujours un pilier majeur de la République et du vivre-ensemble. .

La CGT agit pour :

- **une société démocratique**, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions ;
- promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, les libertés et les droits syndicaux, le plein exercice de la citoyenneté, la défense de l'environnement, pour la paix et le désarmement, pour les Droits de l'Homme et le rapprochement des peuples ;
- promouvoir le droit à l'Éducation de qualité et l'avancement de la science ainsi que leur application pour développer le savoir et les capacités qui sont les clés du progrès économique et social et le fondement de la paix et du développement durable ;
- une transition écologique et économique basée sur une économie de paix, incompatible avec la poursuite de la doctrine obsolète d'une dissuasion nucléaire, la libéralisation du commerce des armes et ses effets dévastateurs pour la planète.

En ce 75^{ème} anniversaire de l'ONU et de la Sécurité sociale, la CGT réaffirme que le monde d'après doit se rebâtir sur ces fondements pour une paix durable et de progrès social, l'objectif restant celui des Jours heureux dont le programme du Conseil National de la Résistance a porté l'ambition.

C'est pourquoi la CGT, en lien avec les associations, collectifs et mouvements de jeunesse, entend porter ces questions à tous les niveaux de la société.

Montreuil, le 9 novembre 2020